

iFi-Latineco 
www.latineco.com

✉ 25, rue d'Astorg - 75008 Paris - France
☎ 33(0)1 47 42 23 05 - 📠 33(0)1 40 06 90 79
💻 ifi-info@latineco.com

➡ VEILLE-INFOS ◀

AMÉRIQUE LATINE



Conjoncture
économique & politique

Décembre 2004

Source : iFi - BM - FMI - OCDE...	Spread Souv.	PIB Mds\$			PIB %			Pop.M	Inflation %			Solde commercial (Mds \$)		Réerves internat (Mds \$)		Dette ext. (Mds \$)	Change/\$ (*taux officiel)		Chômage %
		2004	2002	2003	2004 (p)	2002	2003		2004 (p)	2003	2002	2003	2004 (p)	2004	2003		12/03	10/04	
Argentine	5 203	86	129,71	140	-11,0	7,3	8,2	38,9	41,0	13,4	5,5	11,3	15,5	27,0	18,8	157,92	2,99	2,95	12,8
Brésil	409	455	497,8	596	1,9	0,54	5,2	180	12,5	14,8	12,42	34,1	24,8	43,6	53,0	203,2	2,75	2,95	11,5
Chili	69	66,4	72,05	85	2,1	3,2	5,7	15,5	2,8	2,8	2,9	7,5	3,0	15,4	15,98	44,78	583,0	593	8,8
Colombie	610	81,2	96,15	Nd	1,5	3,4	3,4	44,5	9,0	6,5	5,7	0,3	0,2	8,6	10,9	37,8	2 540,0	2 771,5	15,2
Équateur	739	24,5	28,96	30,65	3,3	2,5	6,1	13,0	9,8	6,9	2,5	-6,2	Nd	1,8	1,56	11,0	1,0	1,0	11,0
Mexique	173	637,3	626,8	649	1,1	1,2	4,0	104	5,8	3,98	4,5	-6,0	-5,7	40,8	45,0	163	11,65	11,15	3,3
Pérou	360	56,7	61,0	62,6	5,0	3,8	4,6	27,2	1,5	2,39	3,5	2,0	0,7	9,7	12,17	30,0	3,3	3,47	9,4
Uruguay	389	12,3	11,5	Nd	-11,0	1,0	12,0	3,4	25,94	19,4	8,9	-0,2	0,0	2,5	2,01	12,4	26,7	29,5	13,5
Venezuela	550	99	92,55	98,5	-8,9	-9,5	18,0	25,5	22,4	31,1	16,0	14,7	14,8	14,8	23,0	25,0	1 920	1 600	16,0

Indicateurs économiques

Table des Matières

<i>Indicateurs économiques</i>	2
AMÉRIQUE LATINE	5
<i>Fini les « annus horribilis » ?</i>	5
<i>Mercosur – Argentine/Brésil/Paraguay/Uruguay</i>	6
ARGENTINE	7
<i>Le boulet de la dette</i>	7
<i>Ce que demande la France</i>	7
<i>Les signes de l'amélioration économique</i>	8
<i>Une nouvelle entité patronale</i>	8
<i>Le point noir de l'emploi</i>	8
<i>Hausse du SMIC</i>	9
<i>Élus très corrompus</i>	9
BRÉSIL	10
<i>Hausse du taux de base</i>	10
<i>Croissance confirmée</i>	10
<i>... dont Lula tire profit</i>	10
<i>Mieux que l'Inde</i>	11
<i>Une nouvelle loi des faillites</i>	11
<i>SMIC réajusté</i>	11
CHILI	12
<i>Quelle croissance en octobre ?</i>	12
<i>L'avantage des grandes entreprises</i>	12
<i>Dette externe et taux de base</i>	12
<i>Une nouvelle loi de marques et brevets</i>	13
<i>Le patrimoine des riches</i>	13
COLOMBIE	14
<i>Des salaires flexibles</i>	14
<i>Peu de croissance</i>	14
<i>Les transferts des émigrés</i>	15
MEXIQUE	16
<i>Vulnérabilité économique en hausse</i>	16
<i>Le soutien économique des transferts</i>	16
<i>N° 1 en M&A</i>	16
<i>La loi de la propriété industrielle réformée</i>	17
<i>Amélioration de l'emploi dans la maquila</i>	17
PÉROU	18
<i>Pas d'amélioration pour l'économie des familles</i>	18
URUGUAY	19
<i>Dans la bonne direction</i>	19
<i>Création d'entreprises</i>	19
<i>Le futur gouvernement</i>	19

VENEZUELA.....	20
<i>Plus de dépenses que de revenus.....</i>	<i>20</i>
<i>Dévaluation annoncée.....</i>	<i>20</i>
<i>Situation paradoxale.....</i>	<i>20</i>
<i>Dangereux : une nouvelle loi sur les médias.....</i>	<i>21</i>

Amérique Latine

Fini les « annus horribilis » ?

➤ Croissance du PIB :

Selon la Cepal, en 2004, les économies des pays de la Région devraient enregistrer, globalement, une croissance de **5,5%**, soit **la plus forte depuis 24 ans**. En 2005, la progression du PIB se ferait à moindre allure à cause du contexte international, mais elle tournerait autour de 4% quand-même (contre 3% pour l'ensemble de la planète).

Après le fort recul des années précédentes, au cours de 2004, le Venezuela est arrivé en tête avec un bond de 18% en termes de croissance, aidé par la progression du prix du pétrole. Cet élément permet, aussi, de distinguer des sous-groupes parmi les pays latino-américains producteurs et exportateurs de pétrole et les autres.

➤ Emploi :

Malgré la « vigoureuse » reprise et, globalement, un léger recul de 0,7%, le **chômage** persiste et touche près de **10%** de la population et le **travail au noir** représente, encore, **plus de 50%** de la population active. Le chômage des jeunes âgés de 15 à 29 ans atteint 16,1% et est en franche progression par rapport à 1990, année où le taux était de 12,8%. **Rappel** : travail au noir ou marginal signifie absence de couverture sociale (santé, retraite).

Par ailleurs, la Cepal estime que malgré la faible réduction du chômage et la faible amélioration des salaires, le taux de pauvreté est passé de 44,4% de la population en 2003 à 42,9% en 2004.

➤ Exportations :

Selon la BID, en 2004, les exportations latino-américaines atteindront la plus forte croissance depuis 20 ans avec une hausse de **23%** comparé à 2003 à **445,1 milliards de dollars**, dont 14 milliards vers la Chine (+34% par rapport à 2003).

Mercosur – Argentine/Brésil/Paraguay/Uruguay

Plus on avance dans le temps, plus le rapprochement économique des 4 pays du cône sud du continent semble reculer, surtout entre le Brésil et l'Argentine. Le 1^{er} possède une industrie et des industriels plus organisés et compétitifs que le 2nd. Ainsi les Argentins se plaignent du **déséquilibre des échanges** au profit du Brésil, surtout dans le domaine des produits manufacturés à forte valeur ajoutée par rapport au blé, au lait et autres *commodities* exportées traditionnellement par l'Argentine.

Ainsi, les autorités et les industriels argentins réclament des barrières douanières pour endiguer l'arrivée de lave-linges, de réfrigérateurs, d'aspirateurs, de voitures... fabriqués au Brésil.

Ce sujet sera certainement évoqué lors du Sommet du Mercosur à Ouro Preto (Brésil) où, en plus des membres et associés du traité comme le Chili et la Bolivie, d'autres pays devraient participer, comme le Mexique, le Panama, le Surinam...

Ce rassemblement correspond à la recherche de partenariats, d'associations ou toute autre formule permettant de créer une ou plusieurs entités capables de mieux défendre les intérêts des pays de la Région face à d'autres pays ou blocs géo-économiques comme les États-Unis et l'UE.

La tâche ne sera pas facile car il y a tant de courants et d'intérêts en jeu. Mais, si les pays latino-américains ne parviennent pas à mettre en place un accord, et à le maintenir, il leur manquera la force pour défendre leurs intérêts.

Argentine

Le boulet de la dette

Toutes sortes d'arguments ont été utilisés de part et d'autre pour justifier la forte réduction du remboursement du côté argentin et les exigences des créanciers privés et publics.

En réaction aux arguments « patriotiques » du gouvernement argentin qui veut « rester ferme face aux réclamations des créanciers et aux injonctions des autorités d'organismes internationaux », toutes sortes de rumeurs se succèdent quant à l'attitude des responsables économiques et politiques du pays. Parfois, il serait envisagé de régler, en 2005, la totalité de la dette auprès du FMI, qui atteint **15,4 milliards de dollars**, et, parfois, le gouvernement mise sur la pression de certains pays comme l'Espagne pour faire accepter certaines conditions demandées par les Argentins.

Une chose est sûre, aucun créancier de l'Argentine n'acceptera n'importe quelles conditions pour parvenir à un accord.

Ce que demande la France

La visite à Buenos Aires du Président du Club de Paris, Jean-Pierre Jouyet, a servi à exposer les attentes de la France face à l'actuelle situation argentine.

Selon Mr. Jouyet, la France souhaiterait :

- 1) participer davantage dans les négociations du rééchelonnement de la dette ;
- 2) manifester son intérêt particulier au sujet d'une loi qui pourrait changer le cadre des concessions des services publics ;
- 3) faire état d'un rapport demandé par le Président Chirac sur le financement des pays en développement.

Rappel : la dette argentine auprès du Club de Paris s'élève à **6 milliards de dollars**.

Les signes de l'amélioration économique

Selon l'Indec et la Cepal, en 2004, la croissance économique de l'Argentine serait d'environ **8,2%**. Ainsi, au cours des 9 premiers mois de l'année, la croissance est de 8,8%, cumulant 10 trimestres consécutifs de progression.

Les indicateurs du 3^{ème} trimestre montrent que l'**industrie** est devenue le **moteur de la croissance** avec une hausse de 2%, totalisant une progression de 11% pour l'ensemble de l'année 2004. Contrairement aux attentes, la construction n'a pas réussi à conserver le même rythme que celui de l'industrie à cause de la chute de 4,2% enregistrée en août 2004. Dans le trimestre, le secteur automobile a grimpé de 50% par rapport au même trimestre 2003, l'imprimerie et l'édition de 26,2% et celui des minerais non métalliques (verre et ciment) de 20,3%.

Une nouvelle entité patronale

Les autorités économiques ont soutenu la création de **Campo-Industria para Producción, Empleo y Competitividad-CIPEC**.

Cette association, qui soutient le programme économique du Ministre de l'Économie Roberto Lavagna, a choisi l'économiste Aldo Ferrer comme conseiller. **Rappel** : Aldo Ferrer est l'un des rares économistes à avoir critiqué la convertibilité du peso imaginée par Domingo Cavallo, Ministre de l'Économie de Carlos Menem.

Parmi les entreprises membres du CIPEC, figurent **Sancor** (lait), **Techint** (acier), **Peugeot** (automobiles), **Arcor** (agroalimentaire) et des **coopératives agricoles**.

Le CIPEC vise à obtenir des consensus sur le taux de change et les impôts, à encourager l'éducation, à incorporer de la valeur ajoutée à la production, à faire participer l'Argentine dans les flux mondiaux en tenant compte des intérêts du pays, à agir en sorte de parvenir à supprimer les aides et barrières douanières des pays développés, à soutenir les PME...

Le point noir de l'emploi

Selon l'enquête permanente des foyers de l'Indec, dans les centres urbains du pays, 4,2 millions de personnes subissent des problèmes liés à l'emploi : chômage, sous-emploi, emploi au noir... Au 3^{ème} trimestre, le taux de chômage a été de 13,2% de la population active, soit près de **2 millions de personnes**.

En même temps, dans le pays, il y aurait 2,24 millions de travailleurs sous-employés (15,2% de la population active), occupés moins de 35 heures par semaine. Le travail au noir représente 48,5% des travailleurs qui ne bénéficient d'aucune protection sociale.

Les secteurs qui ont embauché le plus sont l'hôtellerie/restauration, la construction et le transport.

Hausse du SMIC

Le gouvernement a décrété une augmentation de 100 pesos (33 dollars environ) pour tous les travailleurs des secteurs privé et public, gagnant moins de 1 250 pesos (420 dollars). La mesure devrait profiter à près de 4,3 millions de personnes et sera appliquée à partir du 1^{er} janvier 2005.

Par ailleurs, à partir d'avril 2005, le SMIC réel argentin sera de 614 pesos (206 dollars environ), ce qui représente un accroissement de 110 dollars depuis 2003.

Élus très corrompus

Selon le baromètre mondial de la corruption réalisé par Transparency International, les députés et les sénateurs argentins ont été considérés **les plus corrompus du monde après ceux de l'Équateur** ! Même position pour les partis politiques argentins, partagée avec ceux du Pérou et de l'Inde.

Attention : à cette enquête, les législateurs argentins ont répondu qu'ils n'arrivent pas à effacer le souvenir des scandales qui ont secoué le Congrès au cours de la dernière décennie.

Brésil

Hausse du taux de base

Encore une fois, le Copom-Comitê de Política Monetária do Banco Central a décrété une hausse de 0,5 point de la Selic, qui passe ainsi de 17,25% à 17,75% par an.

Il s'agit de la 4^{ème} hausse consécutive, atteignant ainsi **le plus fort taux** depuis octobre 2003. Ce réajustement à la hausse vise à contenir les pressions inflationnistes du pays.

Croissance confirmée...

Au cours des 10 premiers mois de l'année, la croissance économique nationale cumulée atteint **5,3%**, soit le plus fort taux depuis la même période 1995. Par ailleurs, les derniers calculs de l'IBGE sur le PIB 2003 montrent une progression de 0,54%, contre un recul de 0,2% prévu au départ.

Variation du PIB (%)			
Année	Variation	Année	Variation
1991	+1,03	1998	+0,13
1992	-0,54	1999	+0,79
1993	+4,92	2000	+4,36
1994	+5,85	2001	+1,31
1995	+4,22	2002	+1,93
1996	+2,66	2003	+0,54
1997	+3,27	2004*	+5,3

Source : IBGE/O Globo - * jusqu'à octobre 2004.

... dont Lula tire profit

À quelques semaines de fêter la moitié de son mandat présidentiel de 4 ans, le Président Luiz Inácio « Lula » da Silva recueille en sa faveur **65,4% des voix de ses concitoyens**, soit 7 points de plus par rapport à la dernière enquête. Concernant les intentions de vote, Lula obtient 44%, soit un taux bien supérieur à n'importe quel opposant politique actuel.

Cette **amélioration de son image** est le résultat d'une série de bons indicateurs pour le pays : hausse du PIB, recul du chômage à 10,5%, soit le taux le plus bas depuis son élection. Parallèlement, entre janvier et octobre, la consommation des familles a grimpé de 5,7% et le taux d'investissements de

20,1% comparé à la même période 2003, sans oublier que le taux de change du real par rapport au dollar s'est valorisé de 16% au cours des 6 derniers mois, en faveur de la devise brésilienne. Impossible de faire mieux !

Dans ce contexte, Lula n'a pas pu s'empêcher d'affirmer que le Brésil deviendra l'une des puissances de ce monde, comme l'Europe l'a été au XIX^{ème} siècle et les États-Unis au XX^{ème}.

Mieux que l'Inde

La révision à la hausse de la croissance économique de 2003, la plus forte progression en 2004 et la valorisation du real par rapport au dollar devraient permettre au Brésil de monter de 3 marches dans le palmarès mondial des plus grandes économies.

Selon les calculs de GRC Visão, en 2004, le pays devrait se hisser à la **12^{ème} place mondiale avec un PIB de 596 milliards de dollars**, devançant ainsi, les Pays-Bas, la Corée du Sud et même l'Inde.

Rappel : en 1998, le Brésil s'était placé à la 8^{ème} place mondiale, reculant à la 15^{ème} place en 2003. Le Mexique est le pays latino-américain le mieux placé dans le classement, occupant le 10^{ème} rang avec un PIB de 649 milliards de dollars.

Une nouvelle loi des faillites

Le Congrès a voté une nouvelle loi des faillites, dont les principaux objectifs sont de **faciliter la reprise des entreprises** afin de maintenir l'emploi et **donner plus de garanties aux créanciers** pour récupérer leur dû, de manière à provoquer une baisse des agios/intérêts grâce à la diminution des risques d'impayé.

SMIC réajusté

À partir de mai 2005, le SMIC brésilien vaudra **300 reais**, soit l'équivalent de 81,5 euros (+ 15,4%). Dans le pays, près de 15 millions de personnes perçoivent le SMIC qui, actuellement, est de 260 reais (70,7 euros).

Chili

Quelle croissance en octobre ?

Selon le Banco Central, en octobre, l'économie chilienne a crû de **5,3%** comparé à octobre 2003 et, depuis janvier, elle cumule une hausse de 5,5%. Selon des analystes locaux, les 3 jours fériés d'octobre ont empêché la croissance de frôler les 7%, comme ce fut le cas pour les mois de septembre (+7,7%) et d'août (+7,5%).

L'avantage des grandes entreprises

Selon une étude, les plus grandes entreprises du pays génèrent **35% du PIB** et ont réalisé **25 milliards de dollars** de chiffre d'affaires en 2003. En 26 ans, ce groupe d'entreprises a augmenté progressivement sa part dans le PIB, restant plus ou moins « immunisées » contre les avatars des crises économiques locales et mondiales.

Ainsi, en 1982, lorsque le PIB chilien avait chuté de 13,6% et la demande interne de 24,1%, les revenus du *top ten* national avaient atteint 117 millions de dollars, soit 4% de plus qu'en 1981. La série des 882 faillites enregistrées cette année là n'inclut aucune de ces entreprises. Plus tard, lors de la crise de 1999 (crise asiatique), les ventes de ce groupe d'entreprises ont atteint 1,8 milliard de dollars, soit 11% de plus qu'en 1998, tandis que le PIB reculait de 0,8%.

Au total, au cours de ces 26 dernières années, les ventes du *top ten* des entreprises chiliennes ont été multipliées par 6,4 et leurs poids dans le PIB est passé de 26% à 35%.

Dettes externe et taux de base

Fin octobre, la dette externe du pays s'élevait à 44,78 milliards de dollars, soit une hausse de 3,1% par rapport à décembre 2003.

Le Banco Central a décidé de maintenir le taux de base à 2,25% par an car les indicateurs de la consommation et de l'investissement restent stables, ce qui permet de prévoir un taux d'inflation d'environ 3%.

Une nouvelle loi de marques et brevets

Le Parlement a approuvé une loi qui augmente la protection des marques et brevets et qui, en même temps, crée le Tribunal de la Propriété Industrielle. Grâce à cette loi, le concept de « marque » est redéfini et la caducité d'une marque peut être établie par manque d'utilisation réelle. En outre, la « nouveauté » est la seule condition pour reconnaître des droits sur les dessins industriels.

Le patrimoine des riches

Selon le Boston Consulting Group, les actifs des 113 000 foyers chiliens les plus riches, soit **2,7%** de la population du pays, représentent un patrimoine de **66 milliards de dollars**.

De ce montant, seulement 35% est placé à l'étranger, ce qui représente le plus bas taux parmi les pays de la Région. Le taux des actifs investis à l'étranger par les Argentins les plus riches est de 75%.

Colombie

Des salaires flexibles

Au moment où organisations patronales et syndicats de travailleurs entament des négociations sur le SMIC de 2005, les parties constatent que le salaire a cessé d'être la seule référence dans le marché du travail colombien.

Actuellement, dans les rémunérations, il faut compter les primes, les tickets restaurant, les bons d'achat, les assurances vie ou santé, les véhicules de fonction, les bons de combustible et même le paiement d'une partie des dépenses faites par carte de crédit.

Par ailleurs, la flexibilité dans les contrats de travail permet aux employeurs d'offrir une gamme d'options aux cadres, mais aussi à d'autres catégories de salariés. Il s'agit de la reconnaissance d'émoluments selon les compétences des individus, du travail en équipe et de rémunérations variables.

Parmi les modalités les plus utilisées, figure la rémunération variable selon le mérite, qui s'applique à toutes les catégories d'employés, soit de façon individuelle, soit par équipe.

D'autres formes plus classiques comme les commissions, les primes et l'intéressement sur les résultats sont également des modalités très courantes.

Exemple : parmi les cadres supérieurs colombiens, la formule la plus utilisée est celles des primes en fonction des résultats individuels qui peuvent atteindre 30% du salaire ou 2 mois de salaire. Dans le cas des auxiliaires ou des ouvriers, le paiement variable est fait en fonction des résultats de l'entreprise.

Rappel : actuellement, le SMIC colombien s'élève à 358 000 pesos (140 dollars) et, en 2003, la hausse avait été de 7,83%. Pour 2005, les prévisions tablent sur une augmentation de 6,4%.

Peu de croissance

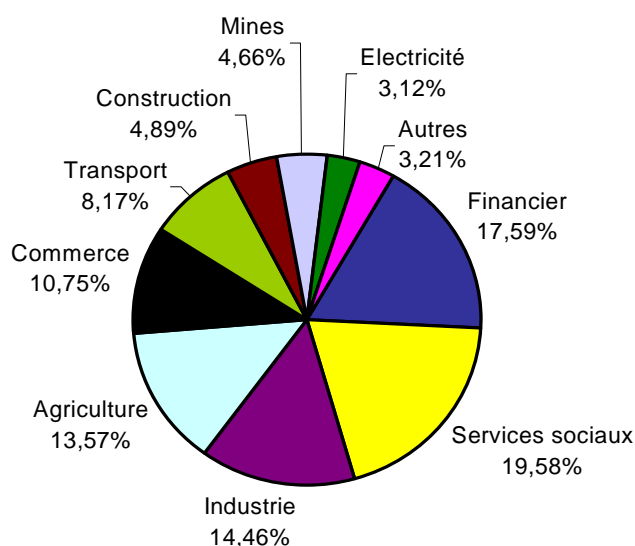
Selon la Cepal, en 2005, la croissance de la Colombie sera **parmi les plus basses d'Amérique Latine**, soit **3%** environ, à peu près la même évolution que celle du Salvador, de la République Dominicaine et du Guatemala.

Par ailleurs, entre juillet et septembre, pour la 1^{ère} fois durant le gouvernement Uribe, le taux de croissance a **reculé de 0,14%**.

Parmi les aspects négatifs de l'économie colombienne, figurent le **marché du travail** et l'**inflation**. Pour l'ensemble de l'année 2004, le chômage pourrait dépasser **15%** et l'inflation **5,7%**.

En même temps, le déficit du compte courant atteindrait 1,4% du PIB et la balance des paiements aurait un excédent de 2,4 milliards de dollars, soit 2,6% du PIB. La balance commerciale devrait terminer l'année 2004 avec un déficit de 825 millions de dollars. Les États-Unis restent le principal client de la Colombie (40% des exportations), suivi des pays membres de la Communauté Andine des Nations (19%) et de l'UE (14%).

Répartition du PIB colombien :



Les transferts des émigrés

Selon le Banco de la República, cette année, les revenus générés par les envois des Colombiens vivant à l'étranger dépasseraient les **3 milliards de dollars** (2,9 milliards de dollars jusqu'à fin novembre).

Mexique

Vulnérabilité économique en hausse

La Cepal a estimé qu'en 2005, l'économie mexicaine devrait progresser d'environ **3,6%** à cause du ralentissement économique mondial, en particulier aux États-Unis. L'autre élément négatif auquel devra faire face le pays est la baisse du prix du pétrole par rapport à 2004, ce qui devrait diminuer les revenus extraordinaires de ces dernières années.

Dans ce contexte, le pays se verrait obligés d'augmenter les taux d'intérêt et de veiller sur une appréciation du peso mexicain qui affecterait la compétitivité de ses produits.

Pour résumer, en cas de forte réduction des revenus pétroliers, le pays se verrait contraint d'effectuer des coupes dans les dépenses et de puiser dans le Fonds de stabilisation des revenus pétroliers. Si l'utilisation de ce fonds atteint la limite, le gouvernement sera alors obligé de réduire les dépenses en frais de communication sociale, en subventions... Si la somme réduite ne dépasse pas 1,4 milliard de dollars, le gouvernement se bornera à envoyer un rapport au Parlement. Si elle dépasse ce montant, la proposition de réduction des dépenses devra être examinée par les Députés.

Le soutien économique des transferts

Les virements effectués par les Mexicains principalement émigrés aux États-Unis sont devenus un pilier de l'économie du pays. Entre janvier et octobre, le montant s'élève à **13,39 milliards de dollars**, soit 410 millions de plus que sur le total de l'année 2003.

Selon le Banco de México, en 2004, transferts atteindraient 16,5 milliards de dollars, représentant près de 2,6% du PIB.

Les États de Michoacán, Oaxaca, Guerrero et Zacatecas sont ceux qui bénéficient le plus des transferts, qui représentent entre 15% et 17% du PIB.

N° 1 en M&A

Selon une étude de KPMG, en 2004, le Mexique a repris sa position de leader en termes de fusions et acquisitions avec des opérations totalisant **11,7 milliards de dollars**, sans compter les privatisations. Durant 2004, le pays a concentré 28% des opérations de M&A réalisées dans le continent. Par secteur, le financier vient en tête des opérations, suivi des télécommunications et de l'industrie.

La loi de la propriété industrielle réformée

Le Sénat mexicain a approuvé la réforme de la loi de la propriété industrielle, la rendant plus transparente et équitable, surtout en matière de franchises. Jusqu'à maintenant, le cadre légal n'exigeait que l'inscription de la franchise auprès de l'Instituto Mexicano de la Propiedad Industrial, sans mentionner les conditions requises. Désormais, l'emplacement, les marges de bénéfices, les politiques de prix, etc... doivent figurer dans les formulaires d'inscription.

Dans le pays, environ 550 franchiseurs et 26 000 franchisés emploient plus de 430 000 personnes. De ce total, 75% se trouvent dans la Capitale mexicaine et 11% dans les villes du nord-est du pays. Près de 60% des franchises sont d'origine locale, 35% d'origine étasunienne et le reste d'origine canadienne et européenne.

Amélioration de l'emploi dans la maquila

Au cours des 3 dernières années, l'industrie de la maquila a créé 118 000 postes de travail, soit une **recupération de 80% du total perdu** (240 000) suite à la crise qui a frappé les États-Unis après le 11/09/01.

Le principal facteur d'amélioration dans l'emploi du secteur est l'accord concernant les règles sur l'origine des téléviseurs, ce qui a attiré des investisseurs coréens et japonais. Globalement, la maquila devrait investir 4 milliards de dollars en 2005.

Actuellement, le secteur emploie 1,06 million de personnes dans 3 040 entreprises.

Pérou

Pas d'amélioration pour l'économie des familles

Bien que l'économie péruvienne ait cumulé 40 mois consécutifs de progression, les travailleurs habitant la capitale n'ont pas bénéficié des retombées. En effet, selon l'INE, **près de la moitié des travailleurs vit toujours dans des conditions de pauvreté.**

Entre janvier et octobre, le PIB a progressé de 4,17%, mais au cours des 12 derniers mois, les salariés de Lima et ses environs n'ont pas bénéficié d'un accroissement de leur pouvoir d'achat : la masse salariale a crû de 3,7% et l'inflation de 4,07%.

En outre, dans les foyers constitués de personnes ayant une éducation primaire, les revenus ont chuté de **7%**, tandis que dans les foyers des personnes avec une éducation supérieure, les revenus ont grimpé de 4%.

En moyenne, au cours des trois derniers mois, le nombre de **limeños** qui travaille 35 heures par semaine ou plus avec des revenus inférieurs au prix du panier de base a atteint 1,62 million de personnes, soit 3,1% de plus qu'au cours de la même période 2003. Les personnes travaillant en conditions de sous-emploi (non officiellement) atteint 39,6% des personnes économiquement actives.

Jusqu'en novembre, les chômeurs ont représenté 8,3% des 4,12 millions de personnes en activité du pays, soit 1,1% de moins par rapport à la même période 2003.

Rappel : en octobre, le PIB n'a crû que de 2,05%, soit le taux le plus bas de l'année, dû en grande partie aux mauvais résultats du secteur agricole (-1,94%), de la construction (-2,82%) et de la pêche (-3,54%). Les secteurs les plus dynamiques ont été l'industrie (+6,1%), les mines et hydrocarbures (2,68%), l'électricité et l'eau (+3,01%) et le commerce (+2,52%).

Uruguay

Dans la bonne direction

La Cepal a estimé une croissance économique de **12%** pour 2004, un taux bien supérieur à celui de 2003, qui a à peine dépassé les 1%. Avec l'amélioration des chiffres en 2004, la Cepal mise sur une progression de **6%** en 2005.

La hausse des exportations de 18,8% au cours des 9 premiers mois de l'année et la consommation interne qui grimpe de 15,9% sont à l'origine de ces bons chiffres. **À noter** : en novembre, les exportations ont progressé de 35,2% par rapport à novembre 2003.

Par ailleurs, l'investissement en capital fixe a fait un bond de 34% depuis le début de l'année.

Création d'entreprises

Entre janvier et novembre 2004, la Direction des Impôts a enregistré 22 810 nouvelles entreprises, soit 871 de plus qu'en 2003. De ce total, 14 376 sociétés sont unipersonnelles (62%), 4 246 sont des sociétés anonymes et 1 373 des SARL.

Le futur gouvernement

Le président élu, Tabaré Vázquez, a complété son futur cabinet avec la nomination de Jorge Lepra comme ministre de l'Industrie, qui est l'ancien Directeur général de Texaco pour l'Uruguay et le Paraguay. Également, le Sénateur socialiste Reinaldo Gargano a accepté le portefeuille des Affaires Étrangères.

La nomination la plus spectaculaire a été celle du Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche en la personne de José Mujica (70 ans), un ancien guérillero tupamaro qui a purgé 15 ans de prison et est devenu agriculteur et Sénateur de la République.

Venezuela

Plus de dépenses que de revenus

Malgré la manne que représente la hausse du prix du pétrole en 2004, le déséquilibre budgétaire persiste ! Selon le Président du Conseil de l'Économie Nationale, Efraín Velásquez, les **revenus** 2004 ont grimpé de **77%** par rapport à 2003, mais les **dépenses** ont augmenté de **85%**, ce qui représente un vide à combler de **1,6 milliard de dollars** environ.

En 2005, les dépenses du budget représenteraient 27,7% du PIB, tandis que les revenus ordinaires s'élèveraient à 16,4% du PIB. Dans ces conditions, le gouvernement devrait rechercher des fonds dans le marché des capitaux national, comme ce fut le cas de 2004.

Dévaluation annoncée

Le Ministre des Finances, Tobías Nóbrega, a annoncé qu'au 1^{er} janvier 2005, la cotation officielle du dollar sera de **2 150 bolivars**. Actuellement, le cours officiel du dollar est de 1 920 bolivars et, jusqu'à l'annonce, d'environ 2 430 bolivars au noir. Depuis, le cours du bolivar au noir est passé à 3 100 unités.

Cette mesure a été décrétée afin de maintenir le niveau de compétitivité sur les marchés mondiaux. Pour le gouvernement, cette dévaluation est un moyen de combattre le taux élevé d'inflation, tournant autour de 20%, contre 18% prévu au départ.

Situation paradoxale

Malgré les revenus du pétrole, le gouvernement de Chávez poursuit une politique d'endettement et utilise des moyens peu orthodoxes pour contenir l'inflation, tels que l'impôt sur les débits bancaires qui, au départ, devait être une mesure temporaire.

En prenant l'exemple du calcul du prix du McDo par The Economist, le Banco Central de Venezuela a calculé la hausse du prix de l'*hallaca* (petite *tortilla* de farine de maïs), qui a atteint 16,6% entre décembre 2003 et novembre 2004.

La dégradation économique ne gêne pas la partie de la population qui bénéficie de l'augmentation de la circulation d'argent dans le pays qui est dépensé à Miami. Selon les données officielles du comté de Miami-Dade, fin 2004, près de 300 000 Vénézuéliens auront visité la ville de Floride, dépensant près d'1 milliard de dollars, sans compter les investissements immobiliers et financiers.

Dangereux : une nouvelle loi sur les médias

Le gouvernement vient d'approuver la Loi de Responsabilité Sociale de la Radio et la Télévision. Parmi ses dispositions, figurent l'encouragement de la production de programmes élaborés par des institutions indépendantes et l'obligation, dans certains créneaux horaires, de transmettre des programmes à contenu culturel et à valeurs nationales. Le non respect de ces nouvelles normes entraîne des amendes de plusieurs millions de dollars.

À noter : Chávez accuse les 4 principales chaînes de télévision du pays d'une conspiration médiatique contre lui.